



**Consultation publique de la Commission de Régulation de l'énergie**  
**du 30 juin 2016 relative à l'évolution des règles d'équilibrage sur les réseaux de transport de**  
**gaz au 1<sup>er</sup> octobre 2016**

Eni remercie la CRE pour l'opportunité qui lui est donnée de contribuer à cette consultation publique portant sur l'évolution des règles d'équilibrage sur les réseaux de transport de gaz au 1<sup>er</sup> octobre 2016.

La CRE a décidé de mettre en œuvre dès le 1<sup>er</sup> octobre 2015 l'ensemble des dispositions du code de réseau équilibrage, sans avoir recours aux délais prévus pour les marchés insuffisamment matures. La principale difficulté rencontrée par les fournisseurs de clients profilés dans la mise en œuvre et la prise en main de ces nouvelles dispositions réside dans la prévision et la gestion des écarts fatals liés aux imprécisions du système de profilage.

En effet, les fournisseurs seront toujours victimes d'écarts fatals pour les clients profilés malgré le perfectionnement de leurs méthodes de prévision et l'amélioration des données fournies par les gestionnaires de réseaux qui restent malgré tout perfectibles.

**Question 1 : Partagez-vous le bilan dressé par la CRE des six premiers mois de fonctionnement du système d'équilibrage actuel ? Avez-vous d'autres observations ?**

Eni considère que les mois d'hiver 2015-2016, en l'occurrence doux, ne permettent pas de tirer des conclusions définitives sur la façon dont les fournisseurs ont pu adapter leur pilotage de l'équilibrage.

Cet hiver ne permet donc pas de bien mesurer les impacts des nouvelles mesures sur le pilotage de l'équilibrage par les fournisseurs en l'absence des tolérances et du SEJ.

En ce qui concerne les produits « locational », Eni considère comme la CRE que l'expérimentation doit se poursuivre encore au moins 1 an afin de pouvoir en tirer des conclusions.

**Question 2 : Etes-vous favorable au maintien d'une surcote/décote fixée à +/- 2,5% du prix moyen pondéré sur le gaz pour la journée gazière considérée, ou préférez-vous, comme le proposent les GRT, la fixer à +/-5% de ce même prix ?**

Comme la CRE, Eni considère que ce premier REX est trop faible et trop peu représentatif pour conduire à une augmentation des montants de la surcote/décote.

Par ailleurs, Eni considère que le motif « En réaction à la baisse du prix du gaz » ne peut être utilisé pour faire varier les prix de surcote/décote. En effet, les prix de marché ne peuvent en aucun cas interférer avec les modalités pratiques de gestion des déséquilibres.

Les acteurs ont besoin de visibilité et de stabilité des règles qui ne doivent pas devenir aussi volatiles que les prix sur les marchés.

**Question 3 : Etes-vous favorable à l'étude d'une surcote/décote en valeur absolue ?**

Eni n'est pas favorable à un montant de surcote/décote en valeur absolue à ce stade.

Par ailleurs, une telle évolution ne serait pas compatible avec les dispositions du Network Code Balancing qui prévoit un montant en pourcentage maximum (10% du prix moyen pondéré).

**Question 4 : Etes-vous favorable à l'évolution du mode d'intervention proposé par GRTgaz, consistant à lui accorder davantage de latitude quant aux horaires et à la durée de ses créneaux d'intervention sur les produits notionnels ?**

Eni est favorable à ce que les interventions des GRT soient aléatoires au cours de la journée et en lien avec la tension du réseau en temps réel. De même, la durée des fenêtres peut être libre mais doit être encadrée pour rester en cohérence avec la tension du système.

Le cahier des charges des interventions des GRT devrait donc préciser que l'intervention doit se faire dans X minutes au moment le plus opportun en lien avec la liquidité du marché et la tension du réseau.

Par ailleurs, l'incitation financière de l'ATRT relative à ces interventions doit être maintenue.

**Question 5 : Etes-vous favorables aux nouveaux seuils d'intervention proposés par TIGF?**

Eni n'est pas opposé à l'augmentation du seuil d'intervention de 9 à 12 GWh sur le réseau de TIGF.

**Question 6 : Etes-vous favorable à ce que TIGF ait recours à un robot pour acheter ou vendre du gaz sur les marchés de gros, pour combler ses besoins d'équilibrage?**

Eni est favorable à ce que TIGF ait recours à un robot comme GRTgaz.

Cependant, Eni souhaiterait que la CRE fournisse des éléments sur le coût d'une telle évolution pour TIGF par rapport au coût des interventions humaines.

Par ailleurs, Eni souhaiterait que la CRE et les GRT étudient les possibilités de mutualisation des robots.

**Question 7 : Etes-vous favorable à ce que TIGF intervienne sur les marchés au titre de l'équilibrage hors heures ouvrées ?**

Eni y est favorable.

**Question 8 : Êtes-vous favorable à la poursuite de l'expérimentation portant sur l'utilisation des produits localisés pour l'équilibrage de GRTgaz jusqu'à la création d'une place de marché unique (novembre 2018) ?**

Eni est favorable à la poursuite de l'expérimentation pour ces produits dans le cadre de l'équilibrage.

**Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle il serait prématuré de recourir à des produits localisés pour l'équilibrage, le lendemain d'une journée tendue, lorsque le GRT n'est pas parvenu à rétablir le système dans ses limites opérationnelles (zone vert foncée), ou êtes-vous favorable à la proposition de GRTgaz ?**

Eni partage l'analyse de la CRE et considère que l'amélioration des critères d'interventions devrait permettre de répondre à la tension du réseau avant l'appel aux produits localisés.

**Question 10 : Etes-vous favorable à la création d'un indicateur quotidien d'en-cours d'équilibrage, défini comme le niveau d'entame de la garantie financière théorique d'un expéditeur ?**

Eni est favorable à la création de cet indicateur.

Afin que cet indicateur soit pertinent quotidiennement, et afin d'éviter d'enclencher un système graduel d'alerte, il est nécessaire que chaque jour le modèle de calcul considère bien le dernier niveau de garantie bancaire du fournisseur, dans la mesure où il peut faire des ajustements libres à tout moment.

**Question 11 : Etes-vous favorable aux propositions des GRT concernant les niveaux des seuils d'entame de la garantie financière, et aux actions que les GRT proposent d'y associer ?**

**Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la proposition de TIGF lorsque l'en-cours dépasse 100% ?**

Eni est favorable aux grands principes du dispositif proposé par les GRT : un seuil d'entame et un mécanisme d'alerte associé.

Cependant, en ce qui concerne les seuils d'alertes et les mesures associées à 90% et 100% d'entame, nous ne sommes pas favorables aux mesures proposées en l'état.

En effet, l'objectif de cette évolution est de sécuriser les GRT vis-à-vis des contreparties fortement déséquilibrées, ayant un risque de défaillance, ou un comportement frauduleux au

titre de l'équilibrage. Cette évolution ne doit pas alourdir les démarches administratives des expéditeurs, notamment par des alertes « inutiles » liées à un mécanisme rigide : par exemple lors de déséquilibres importants mais ponctuels, dans les limites autorisées, et qui reviendraient dans le « tunnel » à court terme.

Nous proposons donc le mécanisme suivant pour ces 2 seuils de 90 et 100% :

- A 90% d'entame : l'expéditeur est toujours conforme à ses obligations, mais s'approche du seuil de dépassement. Nous recommandons qu'au lieu de déclencher un paiement, les GRT envoient un avertissement plus formel que la notification à 50%.
- A 100% d'entame : 2 situations sont envisageables et complémentaires :
  - o L'expéditeur peut dépasser les 100% pendant quelques heures ou une journée maximum : si le niveau revient dans le tunnel autorisé, aucune demande de paiement ne devrait être envoyée ;
  - o Toutefois si l'expéditeur est toujours à 100% d'entame au-delà de 24h, les GRT doivent demander à l'expéditeur le paiement d'un acompte, ou lui laisser la possibilité d'ajuster sa garantie et ce sous 3 jours ouvrables.

En ce qui concerne le dernier seuil, Eni considère que la disposition interdisant au fournisseur de nommer toute quantité sur les réseaux des GRT n'est pas compatible pour un fournisseur ayant en portefeuille des clients finaux. Cette disposition s'appliquerait plutôt pour des expéditeurs « traders ». En effet, le fournisseur ayant un portefeuille de clients finaux ne peut être délié de ses obligations contractuelles, il doit pouvoir continuer à nommer afin notamment de ne pas aggraver le volant des déséquilibres constatés.

Nous ne sommes pas favorable à ce que la garantie bancaire soit activée systématiquement dès lors que le seuil a atteint 100% tel que proposé par TIGF.

Par ailleurs, nous recommandons que les règles soient strictement identiques pour GRtgaz et TIGF.

De plus, les contacts (mails, téléphones) chez les fournisseurs devront être bien identifiés en amont afin de sécuriser le dispositif et d'alerter efficacement les interlocuteurs pertinents (contacts « équilibrage » et contacts « financiers ») notamment pour les fournisseurs dont les activités liées à l'équilibrage sont opérés dans plusieurs pays.

### **Question 13 : Etes-vous favorable aux évolutions proposées des modalités de calcul des garanties de paiement ?**

Eni est favorable à l'évolution proposée par les GRT : un calcul tous les 6 mois et un maximum considéré entre le montant actuel et le montant des 2 factures mensuelles d'acheminement d'équilibrage les plus élevées des douze derniers mois.

Par ailleurs, Eni est favorable à la possibilité laissée aux expéditeurs d'ajuster volontairement à la hausse à tout moment leur garantie bancaire.

**Question 14 : Etes-vous favorable à la modification de la fréquence d'attribution du segment servant à la répartition des déséquilibres au sein de la place de marché TRS tel que proposée par les GRT ?**

Eni est favorable à cette évolution à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2017.

Une clé de répartition quotidienne permet d'améliorer la gestion des déséquilibres au sein de la TRS.